

L'opposition de droite, favorite des élections législatives en Islande

Corinne Deloy

Analyse

Les Islandais se rendent aux urnes le 27 avril prochain pour renouveler les 63 membres de l'Althing, chambre unique du Parlement. Il y a moins d'un an, le 30 juin 2012, ils ont réélu le président de la République Olafur Ragnar Grimsson pour la quatrième fois. Le chef de l'Etat sortant a recueilli 52,78% des suffrages et devancé Thora Arnorsdottir qui a obtenu 33,16% des voix.

L'Islande est dirigée par un gouvernement de gauche qui rassemble l'Alliance-Parti social-démocrate de la Premier ministre sortante Johanna Sigurdardottir (Alliance-Parti social-démocrate d'Islande, Sam) et le Mouvement de gauche-Les Verts (Vg). A un mois des élections législatives, l'opposition de droite est la grande favorite du scrutin. Le vote par anticipation a débuté le 2 mars dernier pour les électeurs qui résident en Islande comme pour ceux qui habitent à l'étranger.

L'Islande sur la voie du rétablissement économique

L'Islande a été gravement affectée par la crise économique en 2007-2008 et s'est retrouvée en situation de faillite. Les banques islandaises, qui avaient attiré de nombreux clients étrangers et engagé pas moins de dix fois le PIB du pays, se sont retrouvées avec le couteau sous la gorge sans pouvoir continuer à financer leurs opérations ni rembourser leurs créanciers ou leurs déposants. La dévaluation de la moitié de sa valeur de la couronne islandaise a entraîné la ruine des entreprises, qui se sont retrouvées dans l'incapacité de rembourser leurs créances, et des ménages : au cours des cinq années précédentes, leur revenu avait augmenté de 45% en moyenne et leur endettement – en devises étrangères – avait doublé. Les faillites des entreprises se sont alors multipliées et le nombre de chômeurs a explosé. A la fin du mois de septembre 2008, la banqueroute de la banque Glitnir entraînait sa nationalisation (qui a eu lieu le 6 octobre), ainsi que celles des banques Kaupthing et Landsbanki. Le Fonds monétaire international (FMI) accordait un prêt de 1,6 milliard € à l'Islande et le gouvernement adoptait en novembre 2008 un plan d'urgence prévoyant la restructuration du secteur bancaire, des aides à la création d'entreprises, la mise en place d'un fonds de reconstruction et le lancement d'un programme de grands travaux.

Le 23 avril 2012, l'ancien Premier ministre (1998-2009) Geir H. Haarde (Parti de l'indépendance, Sja) a été déclaré coupable de la faillite de l'Islande en 2008 par un tribunal spécial. Il n'a toutefois pas été sanctionné. A ce jour, seules deux personnes ont été condamnées mais plusieurs dossiers restent ouverts. Le procureur spécial Olafur Thor Hauksson a d'ailleurs annoncé qu'il allait lancer des poursuites contre Heidar Mar Sigurdsson, ex-dirigeant de l'ancienne plus grande banque du pays Kaupthing, et contre huit autres anciens responsables de la banque. Heidar Mar Sigurdsson est accusé d'avoir acheté des actions de Kaupthing grâce à un prêt de la banque avant de les faire acheter par sa propre *holding* pour un montant de 572 millions de couronnes (3,6 millions €). Ce gonflement des actions lui aurait permis de gagner 325 millions de couronnes. 8 anciens dirigeants et cadres de la 2e banque islandaise, Landsbanki, dont son ancien directeur général Sigurjon Arnason, devraient être également poursuivis pour avoir maintenu le cours de l'action de leur banque à des niveaux artificiellement élevés.

La banque islandaise Landsbanki avait créé une banque en ligne, Icesave qui, en s'appuyant sur les taux d'intérêt élevés, promettait à ses déposants une forte rémunération et était parvenue à attirer les liquidités de nombreux Britanniques et Néerlandais (environ 320 000 personnes).

Lors de l'effondrement du système et après la nationalisation des banques, l'Islande s'est retrouvée redevable d'une lourde dette (3,8 milliards €) envers le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Un accord signé entre Reykjavik, Londres et La Haye sur un remboursement est ratifié par l'Althing dans le 31 décembre 2009. Mais, le 2 janvier 2010, le président de la République Olafur Ragnar Grimsson a annoncé son refus de signer la loi. Un référendum a été organisé le 6 mars suivant par lequel les Islandais ont confirmé, par 93% des suffrages, la décision de leur chef de l'Etat et rejeté l'accord. Le 16 février 2011, une nouvelle loi sur l'accord Icesave a été votée par le parlement. Le 20 février, Olafur Ragnar Grimsson a décidé de l'organisation d'une consultation populaire. Le 9 avril 2011, les Islandais ont une nouvelle fois dit « non » (à 58,90%) à l'accord Icesave.

Le 28 janvier dernier, la Cour de l'Association européenne de libre-échange (AELE) a acquitté l'Islande de toutes les charges concernant une éventuelle violation de l'accord signé dans le cadre du litige l'opposant au Royaume-Uni et aux Pays-Bas à propos de la faillite de la banque en ligne Icesave. La Cour a indiqué que si les clients des banques doivent être protégés, on ne peut exiger d'un Etat qu'il intervienne dans cette protection. Si les avoirs des banques sont insuffisants, il appartient alors aux banquiers de se mobiliser. Quelques jours après l'annonce de cette décision, le 14 février dernier, l'agence de notation Fitch a relevé d'un cran la note souveraine de Reykjavik (BBB) et parlé « d'impressionnante guérison » à propos de l'évolution économique du pays.

Le pays peut désormais afficher des indicateurs économiques satisfaisants. Le taux de croissance du PIB s'est élevé à 2,6% en 2012 et devrait atteindre 2,3% cette année selon le FMI. L'endettement du pays a régressé. La dette publique représente 100% du PIB et devrait être ramenée à 80% en 2016. Le taux de chômage est en baisse : 4,7% de la population active en février dernier (7,3% en décembre 2011). Le taux d'inflation est descendu sous la barre des 4% et devrait continuer à baisser. Le pouvoir d'achat se rapproche d'ailleurs de

celui de 2008. « *Nous n'avons pas choisi la voie orthodoxe. Nous avons laissé les banques faire faillite, instauré le contrôle des capitaux et nous n'avons pas appliqué de cure d'austérité comme dans d'autres pays européens. Nous avons veillé dans nos plans d'économie à préserver l'Etat-providence, notamment en matière d'éducation et de santé. Si l'Islande s'est relevée aussi vite, c'est grâce à une forte dévaluation de sa couronne qui a dopé les exportations* » a déclaré le président islandais, Olafur Ragnar Grimsson.

L'économie islandaise reste cependant dépendante de deux activités (la pêche qui représente 10% du PIB de l'île et 40% de ses exportations) très exposées à la conjoncture et aux variations des cours mondiaux. En outre, selon l'accord signé en 2011, l'Islande doit lever son contrôle des changes en 2013. De nombreux analystes considèrent que la levée soudaine des restrictions pourrait faire fortement chuter le cours de la couronne islandaise et mettre en péril la relance du pays.

La gauche au pouvoir : 2009-2013

La faillite du pays avait fait descendre les Islandais dans la rue dès le mois d'octobre 2008. En janvier 2009, les manifestations se sont transformées en émeutes populaires dans un pays qui n'avait connu qu'une seule manifestation violente au cours de son histoire, en 1949 lors de son adhésion à l'OTAN. La révolution des casseroles (nom donné en raison du bruit que faisaient les manifestants qui tapaient sur des casseroles pour se faire entendre) a provoqué in fine la chute du gouvernement dirigé par Geir H. Haarde.

Le 25 avril 2009, les forces de gauche remportaient une victoire historique en obtenant la majorité absolue aux élections législatives anticipées, une première depuis l'indépendance du pays en 1944. La dirigeante du Parti de l'alliance social-démocrate, Johanna Sigurdardottir, en fonction depuis le 1er février 2009, était confirmée au poste de Premier ministre et avait formé un gouvernement avec le Mouvement de gauche-Les Verts de Steingrímur Sigfússon.

Rappel des résultats des élections législatives du 25 avril 2009 en Islande

Participation : 85,10%

Partis politiques	Nombre des voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti de l'alliance social-démocrate (Sam)	55 758	29,80	20
Parti de l'indépendance (Sja)	44 369	23,70	16
Mouvement de gauche-Les Verts (Vg)	40 580	21,70	14
Parti du progrès (Fram)	27 699	14,80	9
Mouvement des citoyens	13 519	7,20	4
Parti libéral	4 148	2,20	0
Mouvement démocrate	1 107	0,60	0

Source : Site internet mbl.is

La crise politico-économique, et plus précisément l'effondrement du système financier et l'incapacité de la classe politique à prévenir la crise, à gérer la faillite des banques et à faire face aux mouvements sociaux de 2008-2009, a entraîné un projet de réforme de la Constitution islandaise. La loi fondamentale en vigueur date de 1944.

Le 27 novembre 2010, 39,95% des Islandais ont participé à l'élection d'une assemblée constituante de 25 personnes chargées de participer à la rédaction d'amendements à la Constitution. 522 personnes étaient candidates à ce scrutin. La Cour suprême a annulé cette élection en janvier 2011 après que le Parti de l'indépendance, opposé au processus, a émis des doutes sur la régularité de son organisation. Le gouvernement a finalement choisi de transformer l'assemblée en commission *ad hoc* de l'Althing et le 24 mars suivant, un conseil formé par les 25 personnes élues en novembre (principalement des universitaires, des médecins, des chefs d'entreprise ou des journalistes) a été chargé de mener les travaux à terme. Il a remis ses recommandations au parlement le 29 juillet 2011.

Le 20 octobre 2012, la moitié des Islandais (49%) ont participé à un référendum sur la nouvelle Constitution. 66,30% ont dit « oui » à la question suivante : *Voulez-vous que les 114 propositions présentées servent de base à la nouvelle Constitution?* La Commission de Venise, organe du Conseil de l'Europe spécialiste du droit constitutionnel

auquel le texte a ensuite été soumis, a fait état de la présence d'obscurités dans le texte et mis en garde les autorités islandaises contre toute précipitation dans l'adoption des mesures proposées. Le texte doit désormais être approuvé par la majorité des députés de deux législatures différentes pour être adopté.

Un paysage politique en évolution

Les forces de gauche ont toujours été divisées en Islande tandis que la droite se présentait unie devant les électeurs. Le Parti de l'indépendance a longtemps été prédominant. Il a remporté les élections législatives de 1991, 1995, 1999, 2003 et 2007 avant de chuter en 2009. Libéral, il est divisé sur l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne. En son sein, les pro-européens ont formé un groupe appelé les Européistes indépendants. Le Parti du progrès (Fram), dirigé par Sigmundur David Gunnlaugsson et plutôt favorable à une Islande européenne, a été le partenaire du gouvernement entre 1995 et 2007.

Le Parti de l'alliance social-démocrate de la Première ministre sortante Johanna Sigurdardottir est la première partie de gauche. Il est dirigé depuis le 26 février dernier par Arni Pall Arnason, ancien ministre des Affaires sociales (2009-2010) et du Commerce (2010-2011). Le Parti de l'alliance social-démocrate, qui vient de changer son nom en

L'Alliance-Parti social-démocrate, est pro-européen.

Plus à gauche, le Mouvement de gauche-Les Verts (VG) vient de changer de dirigeant. La ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Science, Katrin Jakobsdottir a été élue à sa tête avec 98,4% des suffrages en remplacement du ministre de l'Industrie et de l'Innovation, Steingrímur Sigfusson.

Plusieurs partis ont été créés ces derniers mois. Guthmundur Steingrímsson (ex-adhérent du Parti du progrès) et Heitha Kristin Helgadóttir (directrice de la campagne de Jon Gnarr (maire de Reykjavík) lors des dernières élections municipales du 14 octobre 2010) ont, avec d'autres comme Robert Marshall (ancien membre du Parti de l'alliance sociale-démocrate) et Jon Gnarr, fondé le Parti de l'avenir radieux. Dirigé par Guthmundur Steingrímsson et Robert Marshall, il est en faveur de la simplification du système fiscal et la création d'industries propre, et de l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne.

L'Aube-Organisation pour la justice, l'équité et la démocratie a été créée le 18 mars 2012 à partir de la fusion de trois partis : le Mouvement de Birgitta Jónsdóttir, le Mouvement des citoyens de Fridrik Thor Gudmundsson et le Parti libéral de Sigurjon Thordarson. Le parti, dirigé par un conseil de 7 personnes, se bat pour l'établissement d'une nouvelle Constitution, un plus fort soutien au logement, la limitation de l'exploitation des ressources naturelles et la nationalisation des fournisseurs d'énergie, la transparence au niveau politique, administratif et financier et la poursuite de la recherche des responsabilités dans la crise économique. Le parti est favorable à la poursuite des négociations de l'Islande avec l'Union européenne et à l'organisation d'un référendum pour statuer sur l'avenir de l'île.

L'économiste Lilja Mosesdóttir, issue du Mouvement de gauche-Les Verts, a fondé Samstatha (Solidarité). Certaine que la couronne islandaise se dévaluera fortement lors de la levée du contrôle des changes (prévue en 2013), elle souhaite mettre en place une nouvelle monnaie (Nykróna, la nouvelle couronne).

Le professeur d'économie Thorvaldur Gylfason, membre de la commission qui a rédigé les propositions pour la nouvelle Constitution, a fondé, le 16 janvier dernier, Surveillance de la démocratie. Le parti se concentre sur les questions économiques, notamment la dette privée (ménages et entreprises) et publique. Favorable à l'adoption d'une nouvelle Constitution, il refuse de se prononcer sur l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne.

Enfin, l'Islande compte un Parti pirate, dirigé par Birgitta Jónsdóttir (ancienne membre du Mouvement des citoyens), qui défend les droits civils, la démocratie directe, la liberté et la transparence de l'information.

Le système politique islandais

L'Islande possède le plus vieux parlement du monde. L'Althing a, en effet, été fondé en 930 regroupant à l'époque une Assemblée législative et un tribunal. A la fin du XIIe siècle, l'Althing n'était plus qu'une simple cour de justice qui fut supprimée en 1800, puis rétablie dans ses fonctions d'Assemblée consultative en 1843 par le roi du Danemark. Parlement unicaméral depuis la disparition de la Chambre haute en 1991, l'Althing compte 63 membres élus au scrutin proportionnel (selon la méthode d'Hondt) pour une durée ne pouvant excéder 4 ans.

Pour le scrutin législatif, l'Islande est divisée en 6 circonscriptions. Chacune élit un nombre de députés proportionnel à sa population (entre 7 et 11). Les 9 sièges restants, appelés sièges d'égalisation, sont attribués selon une méthode qui prend en compte les résultats des partis au niveau national et la répartition de leurs suffrages au sein des circonscriptions. Chaque parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour y être représenté.

Les partis politiques doivent recueillir au moins 300 signatures d'électeurs pour se présenter au scrutin législatif. Ils ont jusqu'au 12 avril prochain pour déposer leurs listes.

Les partis représentés à l'Althing sont :

- l'Alliance-Parti social-démocrate d'Islande

(Sam), née en janvier 1999 de la fusion du Parti social-démocrate, de l'Alliance du peuple et du Parti des femmes. Dirigé depuis le 26 février dernier par Arni Pall Arnason, il possède 19 sièges ;

– le Parti de l'indépendance (Sja), fondée en 1929 et dirigé par Bjarni Benediktsson depuis le 29 mars 2009, compte 16 députés ;

– le Mouvement de gauche-Les Verts (Vg), dirigé par la ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Science, Katrin Jakobsdottir, possède 11 sièges ;

– le Parti du progrès (Fram), parti centriste agrarien, dirigé par Sigmundur David Gunnlaugsson, compte 9 députés ;

– le Mouvement des citoyens possède 1 siège.

8 députés ont changé de parti et 6 fondé le leur au cours de la législature. Ainsi, Atli Gislason et Jon Bjarnason, anciens membres du Mouvement de gauche-Les Verts, ont quitté leur parti et sont désormais inscrits comme députés indépendants.

Reykjavik sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne ?

L'Islande est devenue le 16 juillet 2009 candidate officielle à l'Union européenne. Le 17 juin 2010, le Conseil européen a ouvert les négociations d'adhésion avec Reykjavik, 27 chapitres (sur 33) sont ouverts et 11 sont d'ores et déjà clos, dont ceux sur la libre circulation des travailleurs, la politique industrielle, la justice et les droits fondamentaux, la politique étrangère, de sécurité et de défense, la politique de concurrence, l'éducation et la culture.

Les chapitres 13 et 11 sur l'agriculture et sur la pêche, qui sont les plus délicats, doivent être traités après les élections législatives. La question des quotas de pêche, notamment de la pêche au maquereau, constituent une pierre d'achoppement entre l'Islande et l'Union européenne. Par ailleurs, la chasse à la baleine est interdite par l'Union européenne mais autorisée par l'Islande.

Le 14 janvier dernier, Reykjavik a décrété une pause dans ses négociations avec l'Union européenne et ce jusqu'au scrutin du 27 avril.

La coalition au pouvoir est divisée sur l'adhésion. L'Alliance-Parti social-démocrate d'Islande y est

favorable alors que le Mouvement de gauche-Les Verts y est opposé. Les sociaux-démocrates mettent en avant que si l'Islande devenait membre de l'Union européenne, cela représenterait un avantage pour les consommateurs et les entreprises. Selon eux, l'euro apporterait une stabilité monétaire au pays. La monnaie unique constituerait un rempart contre les dérives du système financier et permettrait d'attirer les investissements étrangers. Enfin, l'île pourrait bénéficier des fonds structurels pour développer son agriculture et son industrie touristique.

Pour les opposants à l'Union européenne, l'Islande perdrait son indépendance et sa souveraineté en devenant membre de l'Union ; elle perdrait le contrôle de sa ressource n°1, à savoir la pêche, et son agriculture serait dévastée. Les agriculteurs et les pêcheurs sont d'ailleurs fermement opposés à ce que leur pays rejoigne l'Union. Les antieuropéens mettent également en avant le fait que, après l'adhésion, Reykjavik ne serait plus en mesure de contrôler sa politique économique et ne pourrait plus défendre ses intérêts, ils anticipent une augmentation de l'impôt sur les sociétés, condamnent la lourdeur pour les entreprises de la réglementation européenne et affirment enfin que l'Islande, qui est un petit Etat (319 000 habitants en 2011), serait impuissante au sein de l'Union. Le président de la République Olafur Ragnar Grimsón, est opposé à l'entrée de son pays dans l'Union européenne.

Membre de l'Espace économique européen (EEE) depuis 1994, Reykjavik a accès au marché intérieur européen. Le pays a également rejoint l'Espace Schengen.

L'euroscpticisme est croissant et majoritaire sur l'île. Dans l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Capacent en octobre 2012, 57,6% des personnes interrogées se déclarent opposés à l'adhésion. Les Islandais, sur le chemin du rétablissement économique, regardent l'Union se débattre avec la crise de la dette et s'interrogent. La poursuite du projet européen de l'île dépend des résultats des élections législatives. Le parti de l'indépendance et le parti du progrès, favoris des sondages, souhaitent

ainsi organiser un référendum sur la question européenne avant d'envisager une quelconque reprise des négociations d'adhésion.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Market and Media Research (MMR) et publiée le 27 mars dernier, le Parti du progrès arrive-

rait en tête avec 29,5% des suffrages. Il devancerait le Parti de l'indépendance qui recueillerait 24,4% des voix. A gauche, l'Alliance-Parti social-démocrate d'Islande obtiendrait 12,5% des suffrages et le Mouvement de gauche-Les Verts, 8,7%. Le Parti de l'avenir radieux recueillerait 12% des voix, le Parti pirate 3,9%.

L'opposition de droite s'impose aux élections législatives en Islande

Une large victoire de la droite

Résultats

Le Parti de l'indépendance (Sja), principal parti d'opposition de droite, est arrivé en tête des élections législatives islandaises le 27 avril 2013. Le parti, dirigé par Bjarni Benediktsson, a recueilli 26,7% des suffrages et remporté 19 sièges (+3 par rapport aux précédentes élections législatives du 25 avril 2009). Il a devancé le Parti du progrès (Fram), conduit par Sigmundur David Gunnlaugsson, qui a obtenu 24,4% des voix et le même nombre de députés (+10).

L'Alliance-Parti social-démocrate (Sam) de la Première ministre sortante Johanna Sigurdardottir dirigée par Ami Pall Arnason a subi un net revers, perdant plus de la moitié de ses sièges (-11) et recueillant 12,9% des suffrages (9 sièges). Le Mouvement de gauche-Les Verts (Vg), parti écologiste d'extrême gauche dirigé par la ministre de l'Education, de la Culture et de la Science sortante, Katrin Jakobsdottir, a connu le même sort : il a obtenu 10,9% des suffrages et remporté 7 sièges (-7).

Deux nouveaux partis ont fait leur entrée à l'Althing, chambre unique du Parlement: le Parti de l'avenir radieux (8,2% des voix et 6 sièges) et le Parti pirate (5,1% des suffrages et 3 sièges). Le premier est un parti favorable à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne qui se bat pour la simplification du système fiscal et la création d'industries propres ; le deuxième défend les droits civils, la démocratie directe, la liberté et la transparence de l'information. Les Pirates islandais sont les premiers au monde à entrer dans un parlement national. Leur dirigeante Birgitta Jonsdottir a indiqué que son parti « ne se battait pas pour entrer au gouvernement » mais qu'il était prêt à travailler avec tous les partis intéressés par les enjeux mis en avant par les Pirates. Elle souhaite établir « des lois du XXI^e siècle sur le respect de la vie privée sur Internet, la liberté d'information, la transparence du gouvernement ». « Beaucoup de gens voient l'Islande comme une sorte de laboratoire pour la démocratie. Nous devons être à la hauteur de cette réputation » a-t-elle signalé.

La participation s'est établie à 81,4%, soit -3,7 points par rapport aux précédentes élections législatives du 25 avril 2009.

Résultats des élections législatives du 27 avril 2013 en Islande

Participation : 81,40%

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti de l'indépendance (Sja)	50 454	26,70	19
Parti du progrès (Fram)	46 173	24,40	19
Alliance-Parti social-démocrate (Sam)	24 292	12,90	9
Mouvement de gauche-Les Verts (Vg)	20 546	10,90	7
Parti de l'avenir radieux	15 583	8,20	6
Parti pirate	9 647	5,10	3
Autres	22 295	11,80	0

Source : <http://www.ruv.is/frett/lokatolur-og-thingmenn>

Le retour de la coalition Parti de l'indépendance-Parti du progrès

« Le Parti de l'indépendance est rappelé aux responsabilités. La situation est une demande de changement » s'est réjoui Bjarni Benediktsson à l'issue des résultats. La victoire de l'opposition de droite met donc fin à quatre ans de gouvernement de gauche, qui ont constitué une première dans l'histoire de l'Islande. Le Parti du progrès de Sigmundur David Gunnlaugsson s'est déclaré prêt à gouverner avec le Parti de l'indépendance. Les deux partis ont une longue habitude de collaboration à la tête du pays.

A la tête de leurs partis respectifs, Bjarni Benediktsson et Sigmundur David Gunnlaugsson ont, au cours des dernières années, rajeuni les équipes dirigeantes. « Le Parti du progrès a renouvelé son personnel. Ce ne sont plus les mêmes têtes » a indiqué Olafur Hardarson, politologue à l'université de Reykjavik. La nomination attendue de Bjarni Benediktsson au poste de Premier ministre marquera indéniablement un renouvellement de génération puisque l'homme est âgé de 43 ans.

La percée du Parti du progrès

Le plus ancien des partis islandais, le Parti du progrès, a réalisé une percée importante. Les analystes politiques expliquent ce résultat par la position adoptée par son dirigeant Sigmundur David Gunnlaugsson dans l'affaire Icesave. Dans les années 2000, la banque en ligne était parvenue à attirer les liquidités d'environ 320 000 Britanniques et Néerlandais en s'appuyant sur les taux d'intérêt élevés et sur la promesse d'une forte rémunération. Après l'effondrement du système financier et

la nationalisation des banques islandaises, Reykjavik s'est retrouvé redevable d'une dette de 3,8 milliards € envers Londres et La Haye. Par deux fois cependant, les Islandais ont rejeté par référendum les accords signés entre les trois pays et ratifiés par l'Althing. Le dirigeant du Parti du progrès s'est toujours opposé au remboursement par Reykjavik de la dette de la banque en ligne. « Sigmundur David Gunnlaugsson martèle que la crise est venue de l'extérieur, que ce sont les investisseurs étrangers qui en sont responsables, pas les Islandais. C'est une véritable rhétorique nationaliste » a indiqué Helgi Gunnlaugsson, sociologue à l'université de Reykjavik. Le 28 janvier dernier, la Cour de l'Association européenne de libre-échange (AELE) a cependant acquitté l'Islande de toutes les charges concernant une éventuelle violation de l'accord signé dans le cadre du litige l'opposant au Royaume-Uni et aux Pays-Bas à propos de la faillite d'Icesave.

Le Parti du progrès s'est engagé durant la campagne électorale à rembourser aux Islandais 20% de leurs crédits immobiliers en prenant l'argent aux « fonds vautours », c'est-à-dire aux bailleurs étrangers et aux futurs propriétaires des banques en liquidation. Il a promis de faire revenir l'indice de remboursement des emprunts immobiliers à son niveau de 2008. De son côté, le Parti de l'indépendance s'est engagé à accorder des crédits d'impôts aux ménages. « Nous ne ferons pas de compromis sur les baisses d'impôts et l'augmentation du niveau de vie des gens » a précisé Bjarni Benediktsson.

La déroute de la gauche

La Première ministre sortante Johanna Sigurdar-

dottir s'est déclarée « très triste » de la défaite des forces de gauche. « *Nous savions que notre mission de sauvetage de l'Islande de la banqueroute ne pouvait pas nous rendre populaires* » a-t-elle souligné. Durant son mandat, la chef du gouvernement a suivi les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) qui a prêté 1,6 milliard € à l'Islande entre 2008 et 2011. « *Le gouvernement de Johanna Sigurdardottir a dû faire des choses qu'aucun gouvernement n'aime faire, en particulier ceux de gauche : réduire les dépenses, augmenter les impôts, en un mot réduire le niveau de vie* » a analysé Gunnar Helgi Kristinsson, professeur de science politique à l'université d'Islande. Les Islandais semblent en effet avoir estimé que le gouvernement a davantage travaillé à respecter des directives du FMI qu'il n'a tenté d'améliorer les conditions de vie de la population. Si le pays, au bord du gouffre il y a quatre ans, va indéniablement mieux, les Islandais, encore très affectés par la crise économique que leur île a traversée, restent mécontents.

Le nouveau Premier ministre

Agé de 43 ans, Bjarni Benediktsson est né à Reykjavik. Diplômé en droit, il a étudié en Allemagne et aux Etats-Unis et débuté sa carrière professionnelle comme avocat. Entré au Parlement pour la première fois en 2003, il a été élu à la tête du Parti de l'indépendance le 29 mars 2009 avec 58,1% des suffrages, un mois avant les élections législatives du 25 avril 2009 qui ont conduit à la déroute du parti. En quatre ans, il est cependant parvenu à le remettre sur pieds et à incarner le changement sans effrayer son électorat traditionnel.

Clap de fin sur les négociations avec l'Union européenne ?

L'arrivée au pouvoir de la coalition Parti de l'indépendance-Parti du progrès devrait entraîner la fin des négociations engagées par Reykjavik avec Bruxelles. Durant la campagne électorale, le Parti de l'indépendance s'est dit favorable à l'organisation d'une consultation populaire sur la poursuite des négociations. Le Parti du progrès est opposé à l'adhésion à l'Union européenne. « *Les discussions ne continueront pas sans référendum. Notre politique, c'est d'arrêter les négociations qui, de fait, avancent si lentement que ce n'est pas difficile* » a indiqué Bjarni Benediktsson. « *Il nous faut un mandat clair du peuple avant de progresser dans les discussions avec l'Union européenne* » a confirmé Sigmundur David Gunnlaugsson.

L'Islande est candidate officielle à l'Union européenne depuis le 16 juillet 2009. Les négociations d'adhésion ont débuté le 17 juin 2010 : 27 chapitres (sur 33) ont été ouverts ; 11 sont d'ores et déjà clos. Le 14 janvier dernier, Reykjavik avait souhaité faire une pause dans ses négociations avec Bruxelles jusqu'aux élections législatives.

L'accord du Parlement islandais à une candidature de l'île à l'Union européenne en 2009 a été le fruit « *d'une coalition inhabituelle et de circonstances exceptionnelles* » selon Adalsteinn Leifsson, professeur d'économie internationale à l'université de Reykjavik.. Dans une récente enquête d'opinion dans laquelle il était demandé aux Islandais de lister leurs principales préoccupations, ceux-ci ont classé la question de l'adhésion à l'Union européenne en dernière position.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.